L'Orient- Le jour 14-05-2020

Aide financière :les négociations entre le Liban et le FMI ont démarré

L'Association des banques du Liban a mandaté Global Sovereign Advisory pour la représenter lors des discussions sur la restructuration de la dette.

Par Magaly ABBOUD et Philippe HAGE BOUTROS,

La place des Martyrs dans le centre-ville de Beyrouth. Photo d'illustration/M.A.
Le ministère des Finances a annoncé dans un communiqué hier soir que l'équipe de négociateurs libanais avait tenu au courant de la même journée sa première réunion officielle avec le Fonds monétaire international (FMI) dans le cadre des négociations devant permettre au pays, en crise, de débloquer une assistance financière.
Ce rendez-vous, qui a eu lieu en visioconférence en raison des mesures de confinement mises en place pour contrer l'épidémie mondiale de Covid-19, suit un premier round de « discussions préliminaires » organisé mardi entre la partie libanaise menée par le ministre des Finances, Ghazi Wazni, et les cadres de l'organisation internationale. En plus du ministère des Finances, la présidence de la République, celle du Conseil des ministres et la Banque du Liban font partie des instances représentées.
Selon une source proche du Parlement, les dirigeants libanais ont des échanges réguliers avec le FMI depuis que le pays a adressé début mai sa demande d'assistance à laquelle il a joint le plan de redressement élaboré par le gouvernement. Le document décrit les principaux problèmes structurels du pays et énumère les solutions envisagées par l'exécutif pour les traiter. Cité dans le communiqué, Ghazi Wazni a indiqué que le pays avait « achevé la première étape » de ces négociations et que l'exécutif était « satisfait » et confiant pour la suite. Selon plusieurs sources concordantes, les négociations devraient durer au moins un mois avant de déboucher sur un accord pour un plan d'aide dont le montant sera défini par le FMI. Le gouvernement a, pour sa part, établi son plan de redressement en se basant sur une aide extérieure de 10 milliards de dollars – sans compter les plus de 11 milliards de dollars de prêts et dons réservés par les donateurs lors de la conférence de Paris d'avril 2018 (la CEDRE).

Réunion repoussée

L'économie libanaise est dans un état catastrophique avec un PIB qui devrait se contracter de près de 14 % en 2020, selon les prévisions du gouvernement, une monnaie en chute libre (le taux de change sur le marché noir tournait autour de 4 300 livres pour un dollar hier, tandis que la parité officielle ne tient plus qu'à un fil), et un système bancaire paralysé. L'État et ses institutions ne sont pas en meilleure posture : le ratio dette/PIB est d'au moins 176 %, les finances publiques sont dans le rouge (voir par ailleurs) et les réserves de devises de la Banque du Liban ont atteint un niveau jugé « inquiétant » par l'exécutif (ses réserves nettes sont d'ailleurs négatives). Le pays a enfin fait défaut en mars sur sa dette publique en devises et doit négocier une restructuration avec ses créanciers. Une étape pour laquelle le soutien du FMI sera décisif.
Si le plan de redressement du gouvernement se distingue par la précision de son diagnostic, rarement atteinte en trente ans selon certains observateurs, les solutions qu'il propose ont été critiquées par une partie des députés libanais et du secteur privé, l'Association des banques du Liban (ABL) en tête. Concrètement, les banques ont reproché à plusieurs reprises à l'exécutif de chercher à faire porter au secteur et aux déposants l'essentiel de la charge du redressement du pays, en soulignant que c'est justement la mauvaise gestion de l'État qui est à l'origine de la crise actuelle. Cette interprétation ne fait toutefois pas l'unanimité, certains experts soulignant que le secteur bancaire et la BDL avaient eux aussi contribué à alimenter la spirale de l'endettement du pays. La population, dont l'intérêt est brandi par les deux camps, est pour sa part prise en étau entre un État incapable d'assurer certains services de base – dont l'électricité – et des banques qui ont illégalement restreint l'accès de leurs clients à leurs dépôts en devises. Il reste que l'ABL souhaite tout de même inciter le gouvernement à modifier son plan en proposant des alternatives. L'association avait prévu de les présenter hier devant des députés réunis sous la houlette de la commission des Finances et du Budget, mais la réunion, maintenue jusqu'à hier soir, a finalement été repoussée à une date ultérieure, sans que les raisons soient clairement expliquées.
Société parisienne
Autre signe important de sa détermination à défendre ses intérêts, l'ABL vient de mandater la société de conseil Global Sovereign Advisory (GSA) pour la représenter lors des négociations concernant la restructuration de la dette publique. GSA remplace ainsi la banque d'investissement Houlihan Lokey avec qui l'ABL avait conclu un contrat de trois mois s'achevant fin avril, mais dont la mission n'avait « jamais été de négocier à la place » de l'association, selon une source proche du dossier. GSA sera notamment chargée de préparer « un plan économique et financier global », selon les termes de l'ABL relayés par Bloomberg hier.
GSA a été fondée en 2019 par Anne-Laure Kiechel et est basée à Paris. Elle est spécialisée dans le conseil envers des États ou encore des entreprises gérées par l'État et adopte des approches holistiques, et donc globales, de l'économie. Sa fondatrice, surnommée « la femme qui souffle à l'oreille de Tsípras » par le quotidien grec Fileleftheros, a conseillé le gouvernement grec, mené par l'ancien Premier ministre Alexis Tsípras entre 2015 et 2019. Elle opérait dans le département consacré à la restructuration de la dette du groupe financier Rothschild & Co. Auparavant, elle avait travaillé dans la banque d'investissement Lehman Brothers, également dans le département relatif à la restructuration de la dette de 1999 jusqu'à la faillite de la banque en 2008. L'entreprise annonce

toutefois sur son site web travailler « uniquement » avec des entreprises d'État, dans le but de ne pas être confrontée aux « conflits d'intérêts ».
Pour rappel, l'exécutif a également mandaté deux cabinets de conseil pour l'épauler dans les négociations, Lazard pour le côté financier et Cleary Gottlieb Steen & Hamilton LLP pour le volet légal.